



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Glisy, le 22/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DECEUNINCK SA

ZONE INDUSTRIELLE
IMPASSE DES BLEUETS
80700 Roye

Références : 2024-E10124
Code AIOT : 0005102492

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement DECEUNINCK SA implanté Impasse des Bleuets BP 74 80700 Roye. L'inspection a été annoncée le 07/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECEUNINCK SA
- Impasse des Bleuets BP 74 80700 Roye
- Code AIOT : 0005102492
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Deceuninck exploite sur le territoire de la commune de ROYE une installation de production de profils en PVC pour le bâtiment depuis 1985. Elle figure parmi les leaders mondiaux sur son marché et fournit à un panel de clients diversifiés : menuiseries, fermeturiers, négociants et grandes surfaces spécialisés. Entreprise de 32.000 m², elle emploie 123 personnes, fonctionne 24h/24h et comprend 28 machines d'extrusion : depuis juin 2023, 26 lignes produisant des profilés en mono-extrusion à partir de PVC vierge en poudre et deux lignes de co-extrusion (à partir d'un mix PVC recyclé et vierge).

Le site de Roye comprend actuellement trois bâtiments : un bâtiment de fabrication et deux bâtiments de stockage, abritant les 28 lignes de production, des entrepôts de stockage et des ateliers annexes liés à l'activité du site (production et commercialisation).

L'exploitation de ces installations a été autorisée par arrêté préfectoral du 09 décembre 2003 dont les dispositions remplacent celles des arrêtés préfectoraux antérieurs pris en dates du 26 juillet 1996 et du 17 mars 1999.

Selon le certificat d'antériorité du 20 août 2018, l'ICPE Deceuninck relève des rubriques suivantes :

2661 : Transformation de matières plastiques (59 tonnes /jour)- Régime E

2662 : Stockage de matières plastiques (2114 m³ stockage de PVC) - Régime E

2663 : Stockage de produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques...) (2404 m³ de stockage de produits fini, accessoires PVC, mousse et film PE) - Régime D

2563 : Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par de procédés utilisant des liquides, à base aqueuse ou hydrosolubles (600l de solution d'hydroxyde de potassium) - Régime DC

2921 : Installations de refroidissement par pulvérisation d'eau dans un flux d'air (puissance de 2400 kW) - Régime DC

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les dernières déclarations annuelles des émissions et des transferts de polluants et des déchets, sur l'outil GEREP, remontent à 2016.

Des droits GEREP ont été octroyés à la nouvelle référente Mme Legrand Rebecca. La déclaration GEREP 2023 est à faire avant le 31 juillet 2024.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Exploitation des silos de stockage	Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article IX 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Exploitation des silos de stockage et ateliers de mise en oeuvre	Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article IX 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article III-5.1	Sans objet
2	Stockage de matières premières dans le bâtiment de fabrication	Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article IX.3	Sans objet
5	Emissions diffuses - Poussières	Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article VI.4 Autosurveillant de fabrication	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés respectent majoritairement (3/5) les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 09/12/2003. Deux de ces points de contrôle nécessitent la transmission de documents complémentaires à l'inspection. Un délai d'un mois est donné à l'exploitant pour les transmettre.

- Point de contrôle n°3, portant sur l'évitement des risques de surpression ou de dépression des silos de stockage de poudre PVC. Aux dires de l'exploitant, les silos sont équipés de dépoussiéreurs disposant de médias filtrant assurant la fonction d'évitement de surpression/dépression et de dépoussiérage. Le rapport de maintenance Profiltre transmis, atteste de la présence de dépoussiéreurs (WAM et DCE) sur 5 des 7 silos de l'établissement. Afin de compléter ces informations, il est demandé à l'exploitant de transmettre :
 - les documents, en français, attestant de la fonction d'évitement de surpression/dépression des dépoussiéreurs et/ou de leurs médias filtrants.
 - le dernier rapport d'intervention Profiltre sur les silos 4 et 6, permettant de s'assurer de la présence de dépoussiéreurs et médias filtrant sur ces silos.
- Point de contrôle n°4 portant sur la limitation d'émissions de poussières. La visite d'inspection a permis de constater la tenue propre du site en extérieur comme en intérieur, sans présence d'accumulation de poussières. La présence et la maintenance de dépoussiéreurs (WAM et DCE, selon les silos) est attestée pour 5 des 7 silos par le rapport d'intervention Profiltre. Pour autant, le niveau de filtration de poussières de ces dispositifs n'a pu être communiqué à l'inspection. Aussi, il est demandé à l'exploitant de fournir un document, en français, attestant que le niveau de filtration des dépoussiéreurs et/ou de leurs médias filtrant permet une extraction d'air dont la concentration en poussières reste inférieure à 50 mg/Nm², tel qu'exprimé dans son arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article III-5.1
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle de conformité
Prescription contrôlée :

<p>[...] Un contrôle de conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant. Les rapports de contrôle sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle des installations électriques remonte au 1 juillet 2024. Il a été réalisé par l'organisme agréé Socotec. Les trois rapports de vérification (un par bâtiment) liés à ce contrôle ont été transmis à l'inspection des installations classées, le 11 juillet 2024. On y retrouve la date du précédent contrôle (janvier 2023) et celle du prochain contrôle (juillet 2025). Par ailleurs, ces rapports font état de non-conformités pour lesquelles un plan d'actions correctives a été transmis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : L'exploitant s'assurera de l'effectivité du prochain contrôle en juillet 2025 et de la bonne exécution de son plan d'actions correctives.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Stockage de matières premières dans le bâtiment de fabrication

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article IX.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage matières premières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bâtiment de fabrication regroupe l'ensemble des extrudeuses. Tout stockage de matières premières est interdit à l'exclusion de celles nécessaires à la production. La quantité ne devra en aucun cas dépasser 3 jours de production.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des matières premières sont présentes dans le bâtiment de fabrication sous forme de big-bags (granulés de PVC recyclés) à hauteur de 230 tonnes, selon l'exploitant. Ce tonnage étant supérieur aux trois jours de production (65t/jour aux dires de l'exploitant soit 195 t pour 3 jours) prévus par l'arrêté préfectoral, l'exploitant prend l'initiative de retirer 44 tonnes de big-bags et de mettre en place un affichage précisant la quantité maximale à ne pas dépasser dans la partie « stockage de matières premières » du bâtiment de fabrication.</p> <p>Au regard des deux photos transmises à l'inspection des installations classées, les retraits de matières premières sont effectifs et ont permis de ramener la quantité de matières premières stockée à 186 t (230-44) soit en-deçà de la valeur maximale. L'affiche transmise est explicite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Observation : L’affiche sera continuellement présente dans la partie stockage de matières premières du bâtiment de fabrication et visible des différents opérateurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation des silos de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article IX 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risques de surpression ou dépression des silos
Prescription contrôlée : Les silos seront équipés de dispositifs permettant d’éviter les risques de suppression ou de dépression et de limiter les effets d’une éventuelle explosion, le bon fonctionnement de ces dispositifs sera vérifié dans les conditions prévues aux articles III.2.7, [...]. III.2.7 Les installations pouvant être à l’origine d’incident ou d’accident ainsi que les moyens de surveillance, de prévention, de protection et d’intervention font l’objet d’une maintenance garantissant leur efficacité et fiabilité [...]
Constats : S’agissant de silos de stockage de poudre PVC, l’exploitant a expliqué lors de la visite d’inspection que ce type de silos est équipé de dépoussiéreurs disposant de médias filtrant assurant la fonction d’évitement de surpression/dépression et de dépoussiérage. La semaine suivant l’inspection, deux fiches techniques des médias filtres (en anglais) ont été adressées à l’inspection ainsi qu’un rapport de maintenance Profiltre. Ces documents attestent de la présence de dépoussiéreurs (WAM et DCE) sur 5 des 7 silos de l’établissement mais ne mettent pas en évidence la fonction d’évitement de suppression/dépression des dépoussiéreurs ou de leurs médias filtrant.
Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat : L’exploitant devra transmettre à l’inspection, dans un délai d’un mois : - les documents en français attestant de la fonction d’évitement de surpression/dépression des dépoussiéreurs et/ou de leurs médias filtrant. - le dernier rapport d’intervention Profiltre sur les silos 4 et 6.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l’exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Exploitation des silos de stockage et ateliers de mise en oeuvre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article IX 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de poussières limitées
Prescription contrôlée :

[...] Les installations seront conçues de manière à limiter les émissions de poussière et à réduire le nombre des pièges à poussière tels que surfaces planes horizontales (en dehors des sols), revêtements rugueux, enchevêtrement de tuyauteries, coins reculés difficilement accessibles. Elles seront nettoyées régulièrement suivant une fréquence fixée sous la responsabilité de l'exploitant.

Les sources émettrices de poussières seront munies de dispositifs de canalisation et de traitement de l'air poussiéreux conformément aux dispositions de l'article VI.3. [...]

VI.3

[...] Les émissions de poussières doivent être captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, soit combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émission, ou par tout procédé d'efficacité équivalente.

L'efficacité du matériel de dépoussiérage devra permettre après dilution le rejet d'air à une concentration en poussières inférieures à 50 mg/Nm³.

La conception et la fréquence d'entretien de l'installation devra permettre d'éviter les accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours. Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation seront entretenues de façon à prévenir les émissions de poussières. [...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a expliqué assurer le dépoussiérage des silos de stockage à partir de dépoussiéreurs présents sur le haut des silos. La présence et la maintenance de ces dépoussiéreurs (WAM et DCE, selon les silos) est attestée pour 5 des 7 silos par le rapport d'intervention Profiltre, transmis la semaine suivante.

La visite d'inspection a permis de constater la tenue propre du site en extérieur comme en intérieur, sans présence d'accumulation de poussières. Étaient également présents prêts des silos des moyens additifs de dépoussiérage (balais, ramasses poussières) et instructions de nettoyage en cas de perte de poudre lors de remplissage des silos (tuyau reliant le camion d'approvisionnement au silo).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection, sous 1 mois, un document en français attestant que le niveau de filtration des dépoussiéreurs et/ou de leurs médias filtrant permet une extraction d'air dont la concentration en poussières reste inférieure à 50 mg/Nm², tel qu'exprimé dans son arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Emissions diffuses - Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article VI.4 Autosurveillant de fabrication

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention pollution de l'air - Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Une auto-surveillance des rejets atmosphériques sera réalisée par l'exploitant et portera quotidiennement sur le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration.
Constats : Compte-tenu du type de silos présents sur site (silos industriels et non silos de céréales) et de la non-présence de cheminée, les rejets atmosphériques de poussières se limitent aux rejets des dépoussiéreurs sur silos et aux éventuelles pertes dans le bâtiment de fabrication. Pour ce qui concerne les silos, le bon fonctionnement du système de dépoussiérage est assuré par la maintenance de ce système (cf.point de contrôle n°4) et par un contrôle auditif de ce système. Lors de l'inspection, le décolmatage du système de dépoussiérage était perceptible. Pour ce qui concerne le bâtiment de fabrication, la visite d'inspection a permis de constater la présence d'un tableau d'affichage des maintenances à opérer, alimenté au jour le jour par le personnel. Certains bons de maintenance attestant de l'évitement de poussières ont été transmis à l'inspection (remplacement ou réparation de tuyaux d'aspiration pondérale, de tuyau d'aspiration de matière silo).
Type de suites proposées : Sans suite